

LES GAUCHES ET LA « LUTTE » CONTRE L'ANTISÉMITISME

Smaïn Laacher

27/10/2026

À partir de notre enquête *De Jordan à l'amer... Quand le poison de l'antisémitisme infuse aussi les milieux de gauche*, menée par l'Ifop auprès de 3000 Français, dont 1242 se positionnant à gauche, Smaïn Laacher, sociologue et directeur de l'Observatoire du fait migratoire et de l'asile de la Fondation Jean-Jaurès, interroge l'engagement des gauches françaises dans la lutte contre l'antisémitisme. Dans une période marquée par une forte recrudescence des actes antisémites, il invite les différentes gauches à un exercice d'autocritique et de discernement, en luttant, sans hiérarchie des urgences, contre l'antisémitisme comme contre la haine antimusulmane.

La violence antisémite ordinaire, tout comme les enjeux politiques et sociaux qui la concernent ne cessent de faire l'objet depuis plusieurs années de polémiques et, dans le meilleur des cas (plutôt rarement), de controverses rationnelles fondées sur des arguments et non sur des préjugés trop souvent haineux. Pendant des décennies, en France, l'antisémitisme était considéré comme une *seconde peau* que portaient des personnes et des groupes de droite et d'extrême droite. Depuis le début des années 2000, cette configuration relativement « simple » s'est grandement compliquée avec l'apparition, dans les univers de l'islam politique radical, de discours politico-théologique et de pratiques militantes ayant pour désir le discrédit, la mort symbolique ou l'assassinat, pêle-mêle, des juifs, des « sionistes », de l'« entité sioniste », etc. Le ministère de l'Intérieur dénombrait, en 2025, 1320 actes antisémites, ce qui représentait 53% de l'ensemble des actes antireligieux alors que les Français de confession juive comptent pour moins de 1% de la population française (environ 440 000 juifs vivaient en France cette année-là). En comparaison, les actes antimusulmans, selon le même ministère et toujours en 2025, s'élevaient à 326 ; soit, il est vrai, une hausse de 88% par rapport à 2024. Ces actes antimusulmans représentaient 13% de l'ensemble des actes antireligieux pour une population de confession musulmane estimée, selon les sources, entre 4,1 et 5,7 millions de personnes.

Cette singularité politique et sociologique ne pouvait pas ne pas commander un engagement théorique, politique et culturel continu et sans faille de la gauche française (toutes obédiences

idéologiques confondues) dans sa lutte contre l'antisémitisme. Fut-ce le cas¹ ? Qu'en est-il des différentes gauches – dirigeants, militants et électeurs – quant à leurs propositions ou leurs « programmes » pour lutter contre l'antisémitisme en France ? Nous avons recueilli quelques éléments de réponse fort instructifs grâce la dernière enquête de la Fondation Jean-Jaurès menée auprès d'un échantillon de 3000 Français, au sein duquel l'Ifop a pu isoler un « sous-échantillon de 1242 individus se positionnant idéologiquement à gauche ». Je voudrais relever très brièvement quelques résultats de ce sondage qui mériteraient, par ailleurs, des développements plus exhaustifs.

Tout d'abord, une donnée très importante, concernant La France insoumise (LFI), qui occupe au sein même de la gauche une position et une image toutes particulières en matière d'antisémitisme : « 41% [des Français de gauche] reconnaissent une haine antijuive chez les représentants de LFI, dont 21% des sympathisants insoumis eux-mêmes. » Le chiffre le plus important réside probablement dans le fait qu'aujourd'hui, la « haine envers les juifs », pour un Français sur deux (50%), se retrouve chez les représentants de LFI, soit une proportion plus forte que pour les formations d'extrême droite, comme le Rassemblement national (45%) ou Reconquête ! (39%). Mais, si l'on acceptait, ce qui ne serait pas du tout une incongruité ou une incorrection théorique et politique, de placer dans les mouvances d'extrême droite les différents courants islamistes radicaux², les chiffres ne seraient vraisemblablement plus les mêmes. La haine du juif chez un « identitaire » d'extrême droite n'est, ni en nature ni en degré, différente de celle du militant jihadiste antisioniste. Tous ces groupes, quelle que soit leur confession, pourraient être rassemblés sans difficulté majeure sous le même étendard de l'antisionisme, du différentialisme raciste et de l'ethnonationalisme.

Ensuite, les stéréotypes éculés du juif dominant et puissant au service d'Israël n'épargnent pas la gauche française. Le résultat suivant est significatif : 41% des Français de gauche voient dans l'« influence » des juifs dans le monde économique, médiatique et politique une « cause déterminante de l'antisémitisme actuel ». Plus largement, le propos antijuif est aujourd'hui quasi systématiquement indexé sur le conflit israélo-palestinien. Être juif, c'est être lié, comme par nature, à la fois à l'État d'Israël et à tous les gouvernements, quels que soient leur couleur politique, leur ambition territoriale et leur rapport à l'existence possible ou non de deux États, palestinien et israélien.

Fin septembre de cette année, Mediapart révélait que Jordan Bardella, président du Rassemblement national (RN), avait tenu des propos explicitement antisémites³. Ceux-ci n'étaient pas seulement des *paroles en l'air* liées à l'immaturité ou/et à la jeunesse. En réalité, la vision de Jordan Bardella était une vision de la figure du juif dans la société française largement partagée

dans l'espace de la droite extrême. C'était en réalité une *conviction*⁴. La certitude de la dangerosité politique, économique et culturelle des juifs formant une supposée communauté solidaire aux ambitions planétaires de domination n'était pas rare ou isolée au sein de son camp politique. Aussi, les sentences antisémites de Jordan Bardella ne furent une surprise que pour ceux qui pensaient que la transformation du Front national (FN) en RN avait aboli, comme par miracle, toutes traces de racisme et d'antisémitisme. Comme si, en si peu de temps, on pouvait effacer ou rayer d'un trait de plume, des fondations, des traditions, des croyances, des héritages, des combats, un amour de la « race pure », un nationalisme ethnique, etc. Mais « révéler », comme l'a fait Mediapart, l'antisémitisme d'un chef de parti très important en France n'absout en rien l'antisémitisme qui a cours à gauche, et l'on peut même préciser, avec plus ou moins d'intensité, dans toutes les formations de gauche. La parabole (religieuse) de la paille et de la poutre convient parfaitement à mon propos ; les gauches, dans ce domaine, agissent plutôt par *réaction* : à chaque ignominie raciste ou antisémite, on s'indigne et on dénonce avec promptitude l'extrême droite, ses idées et ses projets nauséabondes, voire des gouvernements étrangers⁵ ; mais quasiment jamais publiquement de remise en question de soi : « Sommes-nous épargnés nous-mêmes de ce que nous reprochons aux autres, nos ennemis comme nos adversaires ? », « L'innommable n'est-il réservé qu'aux autres ? », « Sommes-nous inaccessibles au racisme et à l'antisémitisme parce que nous serions de gauche ? », « Si les pires visions existent en notre sein, comment lutter contre elles et avec quels instruments pour les abolir ou les rendre inopérants ? », etc. L'autocritique n'est pas une procédure qui défait l'estime de soi. Et la critique, originellement, a pour objet de « trier », « séparer », « discerner », « juger ». C'est un exercice à la fois intellectuel et politique de *discernement*. N'est-ce pas ce qui devrait préoccuper l'ensemble des électeurs, des militants, des sympathisants et des dirigeants de gauche, quelle que soit leur obédience idéologique ?

On comprend mieux du même coup les réticences à considérer la lutte contre l'antisémitisme dans l'espace des combats fondamentaux contre le racisme (au sens large). Dès que le sentiment qu'une position, une inclination ou une orientation politique peut, d'une manière ou d'une autre, directement ou indirectement profiter à Israël, aux États-Unis ou à l'« Occident colonial », alors l'antisémitisme est déprécié ou destitué au profit de la lutte contre l'« islamophobie », considérée comme plus urgente et sans aucun doute comme électoralement plus payante. Ce qui rend (trop) souvent le propos antisémite excusable, compréhensible, en un mot pardonnable : selon l'enquête, 25% des sympathisants de LFI – et jusqu'à 35% de ceux de LO-NPA – pourraient voter pour quelqu'un ayant tenu des propos qu'ils jugent eux-mêmes antisémites.

Quoi qu'il en soit, la cécité sur ce thème des causes essentielles de l'antisémitisme en France est la chose la mieux partagée à gauche. Ce n'est pas en son sein qu'on trouverait des conduites et des propos antisémites ; nulle négligence ni faiblesse politique, ni indigence théorique en la matière à

gauche. L'enfer vient des autres : des réseaux sociaux et de la politique du gouvernement israélien (63% chacun), des idées d'extrême droite (62%) et du complotisme (57%). Pourtant, le sondage montre que les causes internes à la gauche apparaissent bel et bien : 43% des personnes de gauche voient dans la diffusion des idées d'extrême gauche une cause déterminante de l'antisémitisme. L'aveu est très inégalement réparti : 77% chez les sympathisants de Place publique, 66% chez ceux du Parti communiste français (PCF), 55% chez les sympathisants écologistes, 53% chez ceux du Parti socialiste (PS), mais 30% chez les sympathisants de LFI et 29% chez ceux de LO-NPA. Les électorats de la gauche modérée désignent le pôle extrême comme un foyer du problème quand les électorats de ce pôle se disculpent.

La gauche, dans ses divers courants, devrait réfléchir avec sérieux et ténacité à l'examen de l'antisémitisme mais aussi à la haine contre les musulmans, exactement dans le même effort intellectuel et la même inquiétude politique et morale, sans hiérarchisation des urgences ni distinction entre les luttes pour la dignité humaine et la protection des personnes. Dans cette perspective, cet engagement ne doit nullement craindre une quelconque instrumentalisation islamophobe, sous prétexte qu'il s'agirait de musulmans. Renoncer à cette promesse, à ce combat – difficile sans aucun doute –, est le moyen le plus sûr et le plus puissant pour disjoindre morale et politique et, en dernier lieu, pour rester dans l'expectative ou faire semblant (ou non) de ne pas comprendre.

1. À en croire le rapport 2023-2026 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme (CNCDH) consacré à **l'évaluation du plan national de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et les discriminations** liées à l'origine, publié le 26 mars 2026, le « bilan [est] très décevant ». Dans ce même rapport, la CNCDH note « l'abandon pur et simple » de certaines mesures, « sans précision quant à l'autorité à l'origine de ces renoncements ». Et pourtant, l'antisémitisme n'est ni « résiduel » ni une simple violence symbolique aux effets passagers.
2. Elyamine Settoutle précise, à juste titre, que : « La structure temporelle est comparable : le présent est interprété comme décadence, le passé comme grandeur perdue et l'avenir comme restauration. C'est ce que le sociologue Zygmunt Bauman appelait la « **rétrotopie** » : l'horizon utopique se déplace vers un passé reconstruit et idéalisé. », voir « Violence d'ultradroite : ce que dix ans de lutte contre le djihadisme peuvent nous apprendre », **The Conversation**, le 23 octobre 2026.
3. Pour le journal en ligne, il y « avait un lien direct, datant de septembre 2013, entre le compte Twitter officiel du président du RN et le fil de conversation Messenger sur lequel il déversait ses idées antisémites ».
4. Le mot « convictions » vient du latin « convictio », qui signifie « démonstration convaincante » ou « preuve ». Au fil du temps, le terme a évolué pour désigner l'état d'esprit d'une personne convaincue ou pleinement persuadée, et il est utilisé dans un contexte religieux pour décrire l'état d'être convaincu d'avoir agi contre sa conscience.
5. Pour mémoire, le 20 octobre 2026, le parquet de Paris a requis dix mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité contre **l'eurodéputée LFI Rima Hassan**, jugée pour « apologie du terrorisme ». Aussitôt, Jean-Luc Mélenchon s'indignait sur X d'une procédure partisane et politique. Plus encore, pour ce dirigeant politique, les juges ne se soumettaient qu'à une injonction de Netanyahu : « Contre la députée Rima Hassan, sous le prétexte d'apologie du terrorisme, au nom du gouvernement, le procureur requiert : dix mois de prison avec sursis et deux ans d'inéligibilité. La macronie sombre dans la honte de tous les abus de pouvoir et de la servilité devant les demandes de Netanyahu. » Sur quelle preuve ? Pourquoi

spontanément des « demandes de Netanyahou ? » Et pourquoi pas des « demandes » du Japon, des États-Unis, de la Corée du Sud, des Pays-Bas, du Cameroun ou du Panama (et d'autres), autant de pays qui n'ont pas reconnu l'existence d'un État palestinien ?